

# **CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**

## **MARCHÉ PUBLIC DE CONTRÔLE TECHNIQUE**










---

**AMO Contrôle Extérieur relatif à l'opération de  
reconstruction du barrage de Villeneuve-Saint-  
Germain (02)**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**  
175 Rue Ludovic Boutleux  
62400 Béthune

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	AMO Contrôle Extérieur relatif à l'opération de reconstruction du barrage de Villeneuve-Saint-Germain (02)
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Avec
	<b>Durée / Délai</b>	4 ans
	<b>Prix</b>	Prix global forfaitaire
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat .....	4
1.1 - Objet du contrat .....	4
1.2 - Décomposition du contrat.....	4
2 - Pièces contractuelles.....	4
3 - Intervenants .....	5
3.1 - Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité .....	5
5 - Missions.....	5
6 - Durée et délais d'exécution .....	5
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations .....	5
6.2 - Durée du contrat .....	6
6.3 - Délais globaux et distincts .....	6
7 - Prix.....	7
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	7
7.2 - Modalités de variation des prix .....	7
8 - Garanties Financières .....	7
9 - Avance .....	7
9.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
9.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
10 - Modalités de règlement des comptes.....	8
10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	8
10.2 - Présentation des demandes de paiement.....	8
10.3 - Délai global de paiement .....	8
10.4 - Paiement des cotraitants .....	9
10.5 - Paiement des sous-traitants.....	9
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	9
11.1 - Modifications techniques.....	9
12 - Développement durable.....	9
13 - Constatation de l'exécution des prestations .....	10
13.1 - Vérifications .....	10
14 - Garantie des prestations.....	10
15 - Pénalités.....	10
15.1 - Pénalités de retard.....	10
16 - Assurances .....	10
17 - Résiliation du contrat.....	10
17.1 - Conditions de résiliation.....	10
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	10
18 - Règlement des litiges et langues.....	11
19 - Dérogations.....	11

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Conformément à l'article L.125-1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les stipulations du présent Cahier des clauses particulières concernent la réalisation d'une mission de contrôle technique (CT).

AMO Contrôle Extérieur relatif à l'opération de reconstruction du barrage de Villeneuve-Saint-Germain (02).

Par la mise à disposition de ses compétences, de son expérience et de sa capacité à piloter l'avancement d'un projet complexe, l'AMO doit proposer et mettre en œuvre les conditions de réussite permettant au maître d'ouvrage de mener à bien son projet, notamment sur les aspects suivants :

- Organisation & pilotage : structuration des études, mise en place et suivi des outils de pilotage et de reporting, cadencement du projet, respect du planning, gestion des risques, gestion de la qualité
- Administratif & contractuel : respect des procédures et des règlements, conseil et assistance juridique
- Technique : respect du programme, contrôle des productions, conseil et assistance technique, préparation de la mise en œuvre des travaux, procédures réglementaires applicables au projet
- Financier : aide au suivi et à la maîtrise des coûts d'études, maîtrise du coût prévisionnel des travaux, évaluation et gestion des provisions pour aléas
- Interfaces : gestion et maîtrise des interfaces du projet, prise en compte des attentes exprimées par les partenaires de VNF.

Il est précisé qu'il ne s'agit pas d'une prestation de conduite d'opération, celle-ci étant pleinement assurée par VNF.

Lieu(x) d'exécution :

Barrage de Villeneuve Saint-Germain (02)

02200 Villeneuve Saint Germain

Dès la notification du présent marché, le contrôleur technique désigne le responsable technique qualifié pour signer les avis prévus aux articles du chapitre III du CCTG au cours de l'exécution du marché. Le changement de responsable technique qualifié devra être notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur, conformément aux dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- Acte d'engagement
- Cahier des clauses particulières
- Cahier des charges
- Décomposition analytique
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre désigné est le groupement INGEROP – ACTIERRA – ECOVEX.

La mission de maîtrise d'œuvre confiée par le maître d'ouvrage porte sur les missions de Conception et exécution des travaux. Elle démarrera par la phase AVP à l'automne 2025.

### 3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau I sera assurée par un coordonnateur désigné pendant la phase AVP.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Missions

Les missions et sous-missions sont les suivantes :

Missions principales	Sous-missions	
M1 : Appropriation de l'opération, mise en place des outils et démarche qualité et sécurité	M1-1	Appropriation de l'opération et avis critique
	M1-2	Mise en application des démarches qualité du Plan de Management de Projet
	M1-3	Mise en application de la démarche analyse des risques du Plan de Management de Projet
M2 : Conseil et assistance technique, contrôle extérieur des prestations d'étude	M2-1	Contrôle et avis technique en AVP
	M2-2	Contrôle et avis technique en PRO

## 6 - Durée et délais d'exécution

### 6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 08/12/2025.

## 6.2 - Durée du contrat

La durée prévisionnelle d'exécution des prestations est définie à l'acte d'engagement.

L'exécution des prestations débute à compter de la date de notification du contrat.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-PI.

## 6.3 - Délais globaux et distincts

Les livrables décrits dans le cahier des charges et relatifs aux différentes missions et sous-missions comportent des délais d'exécution globaux et distincts définis et indiqués dans les deux tableaux suivants.

Missions et sous-missions		Livrables	Délais globaux
M1	M1-1 : Appropriation et avis critique	<ul style="list-style-type: none"><li>- Note de compréhension du projet</li><li>- Note d'analyse du programme avec propositions d'adaptations/compléments</li><li>- Note d'analyse sur l'organisation et l'ordonnancement du projet avec propositions d'adaptations/compléments</li></ul>	1 mois
	M1-2 : Mise en application des démarches qualité et sécurité issues du Plan de Management de Projet	<ul style="list-style-type: none"><li>- Tableau de bord de suivi des actions</li><li>- Tableau de bord de suivi des évolutions du programme et des coûts.</li></ul>	Tout au long des phases AVP et PRO du marché MOe
	M1-3 : Mise en application des démarches analyse des risques du Plan de Management de Projet	<ul style="list-style-type: none"><li>- Matrice des risques et mise à jour durant toute la phase conception.</li></ul>	
M2	M2-1 : Contrôle et avis technique en AVP	<ul style="list-style-type: none"><li>- Notes d'expertise sur demande du MOa</li><li>- Avis sur chaque dossier/livrable</li><li>- Synthèse des avis sur chaque livrable/dossier</li><li>- Contre-calculs et notes associées si nécessaire</li></ul>	Tout au long de la phase AVP du marché MOe
	M2-2 : Contrôle et avis technique en PRO	<ul style="list-style-type: none"><li>- Notes d'expertise sur demande du MOa</li><li>- Avis sur chaque dossier/livrable</li><li>- Synthèse des avis sur chaque livrable/dossier</li><li>- Contre-calculs et notes associées si nécessaire</li></ul>	Tout au long de la phase PRO du marché MOe

Type de livrables	Point de départ du délai	Délais distincts
Production de notes de compréhension et d'analyse (M1-1)	dès réception des documents fournis par le MOa	15 jours
Élaboration de tableau de bord (M1-2)	selon la date de l'OS	15 jours
Mise à jour de tableau de bord (M1-2)	à la demande du maitre d'ouvrage (1 fois par mois a minima)	5 jours
Élaboration de la matrice des risques (M1-3)	selon la date de l'OS	15 jours
Mise à jour de la matrice des risques (M1-3)	à la demande du maitre d'ouvrage (1 fois par mois a minima)	5 jours
Production de notes d'expertise (M2-1 et M2-2)	à la demande du maitre d'ouvrage	15 jours
Production des avis et des synthèses d'avis (M2-1 et M2-2)	dès réception du livrable du MOe	15 jours
Contre-calculs et notes (M2-1 et M2-2)	à la demande du maitre d'ouvrage	15 jours

## 7 - Prix

### 7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

### 7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ING (n-6) / ING (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n-nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois n diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois n soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index connue au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

## **9.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Ce taux est fixé à 10,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

## **9.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

# **10 - Modalités de règlement des comptes**

## **10.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

## **10.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026

## **10.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus



récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **10.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

#### **10.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **11 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Le contrôle interviendra dans les conditions fixées par le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux prestations de contrôle technique.

Les conditions suivantes seront en outre appliquées :

- si le contrôleur technique n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler au pouvoir adjudicateur ;
- la mission du contrôleur technique peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler au pouvoir adjudicateur les essais qu'il estimerait nécessaires, sans que ceux -ci ne soient à sa charge ;
- les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet ;
- le pouvoir adjudicateur prendra les dispositions nécessaires pour :
  - informer, dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et, d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
  - donner au contrôleur technique copie du permis de construire.

#### **11.1 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **12 - Développement durable**

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Le titulaire peut notamment s'appuyer sur les principes énoncés dans les documents de référence suivants :

- Recommandation de l'AFNOR publiées dans le guide « SD 21 000 » ;
- Principes directeurs de l'OCDE relatifs à la responsabilité des entreprises (révisés en 2000)
- Les principes du projet de Norme pour la Responsabilité Sociétale des organisations (ISO 26000)
- Les normes de management pour l'amélioration continue, en particulier en matière d'environnement.

## **13 - Constatation de l'exécution des prestations**

### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans un délai de 2 mois à compter de la date de livraison, conformément aux articles 28 et 29 du CCAG-PI.

## **14 - Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

## **15 - Pénalités**

### **15.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **16 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Dérogations**

- L'article 14 du CCP déroge à l'article 30 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Prestations Intellectuelles